



Prospective
research

La question de l'accès à l'eau à Bruxelles est-elle (dé)réglée ?

Messages clés

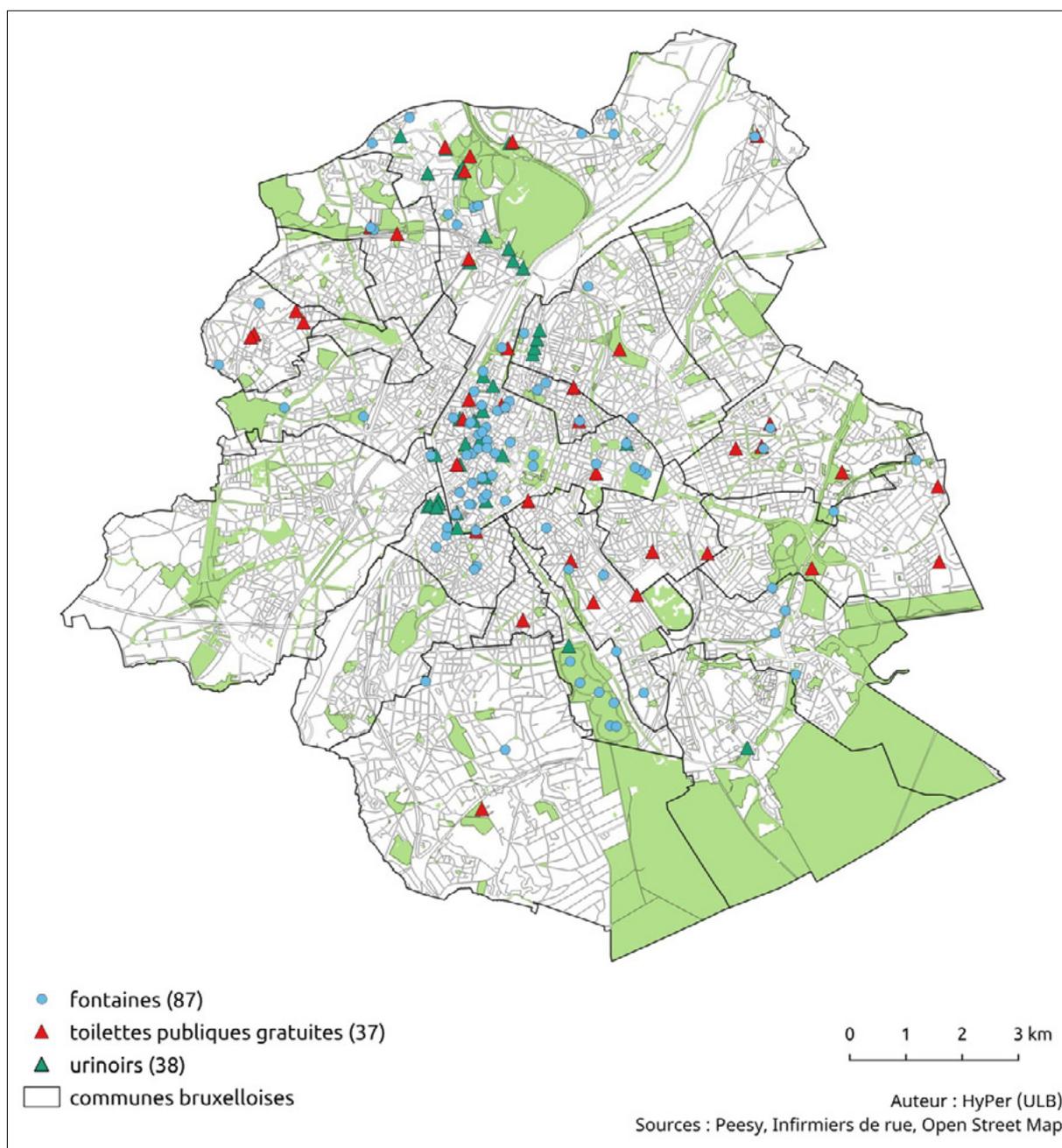
- 1** Les difficultés d'accès à l'eau touchent des personnes sans chez soi mais aussi de nombreux ménages disposant d'un logement. Au minimum 100 000 Bruxellois.es sont concerné.es
- 2** Les équipements publics/collectifs sont résiduels, insuffisants et inégalitaires (notamment en termes de genre). Plusieurs communes ne disposent pas ou en nombre trop limité d'infrastructures permettant un accès public à l'eau d'hygiène (fontaines, douches publiques, toilettes) et les fontaines présentes dans la Région sont fermées 6 mois par an.
- 3** Le faible nombre de lieux accessibles pour se laver induit une saturation importante, sauf dans les structures les plus chères (2,5 € la douche) ; beaucoup de personnes sont contraintes à « se débrouiller » pour se laver.
- 4** Contrairement à une idée reçue, les ménages pauvres et riches consomment aujourd'hui la même quantité d'eau par personne et cette consommation ne semble pas influencée par les évolutions du prix de l'eau.
- 5** Le prix de l'eau est supérieur au cout-vérité à Bruxelles : ce sont les consommateurs qui paient en grande partie l'assainissement des eaux de pluie et des eaux claires parasites dont ils ne sont pas responsables.

Introduction

Notre projet a eu pour objectif de rendre visible un problème sous-estimé à Bruxelles : la vulnérabilité hydrique, c'est-à-dire les difficultés d'accès à l'eau éprouvées par les personnes pour des raisons liées au coût de l'eau, aux caractéristiques du logement (absence de toilette, de douche/baignoire, absence d'eau chaude courante, problème de décompte, fuite...) ou à l'absence de logement. Sur base de données disponibles et extrapolées, le nombre de personnes en vulnérabilité hydrique a été évalué à 100 000 personnes au minimum, soit environ 8,2 % de la population bruxelloise. Ce chiffre est largement sous-évalué et sera probablement amené à croître significativement dans les prochains mois et années à cause des crises systémiques actuelles (énergétiques, écologiques).

Pour les personnes concernées, la Région propose peu de solutions. Il n'y a pas assez de fontaines, celles-ci sont mal réparties, sont fermées la moitié de l'année et sont parfois prévues uniquement pour remplir une gourde. De même l'offre de toilettes publiques est insuffisante, socialement inégalitaire (elle s'adresse avant tout aux hommes valides) et mal répartie spatialement (certaines communes n'en possèdent aucune). Enfin, l'offre bruxelloise en douches gratuites ou bon marché (1 € ou moins) est réduite par rapport à la demande et est concentrée dans le centre-ouest de la Région, en particulier dans et autour du Pentagone.

Introduction



Méthodes, approches et résultats/corps

Notre recherche s'est appuyée sur différentes méthodes quantitatives (exploitation des rares données disponibles, cartes) et qualitatives (enquêtes sur le terrain auprès du secteur associatif, des services de prévention, du personnel de salles de sport ou des piscines) mais aussi auprès des personnes ayant des difficultés à payer leurs factures d'eau (une vingtaine d'entretiens).

Nos résultats recourent certains constats déjà dressés par d'autres acteurs (Fondation Roi Baudouin, Fédération des Services sociaux, Infirmiers de Rue, Enquête Méthos/SIA Partners..) à savoir l'étendue des difficultés éprouvées par de nombreux ménages pour payer leurs dépenses en eau. Néanmoins, notre étude met en lumière certains aspects ignorés précédemment :

A. Elle offre une image affinée des déterminants de la consommation d'eau des ménages à Bruxelles, en mettant en évidence les dimensions inégalitaires d'une tarification progressive (en vigueur jusque fin 2021) et ses effets sur les ménages approvisionnés par un compteur collectif (soit +/- 60 % des ménages). Elle établit également que le prix actuel de l'eau à Bruxelles est supérieur au cout-vérité.

B. Notre recherche ne se focalise pas uniquement sur les problèmes liés au paiement des factures d'eau mais prend également en compte les différentes formes de difficultés d'accès à l'eau : ménages connectés à un compteur collectif qui ne reçoivent pas de facture Vivaqua, auto-rationnement de la consommation, absence d'équipements sanitaires dans le logement, insuffisance d'équipements collectifs... Faute d'équipements collectifs (fontaines, toilettes, douches publiques), nos enquêtes ont montré que de nombreuses personnes sont contraintes à « détourner » des infrastructures existantes (douches des salles de sport, évier/toilettes d'institutions publiques, robinets des cimetières..), où l'accès à l'eau est à la fois aléatoire et précaire.

Conclusions

Sans accès à l'eau, il est très difficile de mener une vie conforme à la dignité humaine. Pourtant, le prix de l'eau a été augmenté de 15 % en 2022 alors que de nombreux ménages éprouvaient déjà des difficultés à payer les factures de Vivaqua .

Afin de pallier cette hausse de prix, une intervention sociale a été mise en place pour les Bénéficiaires de l'Intervention Majorée mais celle-ci pose de nombreuses questions quant au cout de sa mise en œuvre et aux problèmes de non-recours qu'elle va entraîner.

Heureusement, une interdiction des coupures d'eau a enfin été décidée en 2022.

En revanche, l'accès à l'eau des personnes sans chez-soi continue d'être un impensé politique.

Recommandations politiques

1. Maintenir le prix de l'eau le plus bas possible

L'eau est un bien de première nécessité reconnu comme droit humain par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Comme la consommation d'eau des Bruxellois est faible par rapport aux autres villes européennes et que rien n'indique que son prix ait une influence sur la consommation, il semble logique de fixer le prix de l'eau le plus bas possible. Or, ce dernier est actuellement supérieur au cout-vérité dans la mesure où le consommateur paie en grande partie l'assainissement des eaux de pluie et des eaux claires parasites dont il n'est pas responsable. Le principe pollueur-payeur n'est donc pas respecté puisque le prix de l'eau est artificiellement grevé.

Par ailleurs, deux éléments qui feraient encore davantage augmenter le prix de l'eau à Bruxelles sont actuellement envisagés. D'une part, de nouvelles taxes environnementales (les couts pour l'environnement et les ressources) sont à l'étude. Celles-ci n'auront aucun effet bénéfique sur l'environnement (le signal prix ne semble pas fonctionner pour l'eau à Bruxelles) mais impacteront négativement les ménages à faibles revenus qui devront payer une nouvelle taxe sur un bien de première nécessité. D'autre part, Brugel voudrait réduire l'écart entre les prix de l'eau domestique et non-domestique (21,7 % plus chère). La convergence de ces deux prix (que nous estimons sans fondement) fera mécaniquement augmenter la facture d'eau des ménages.

Par conséquent, pour garantir le meilleur accès possible à ce bien de première nécessité, il faut soustraire le cout de l'assainissement des eaux de pluie et des eaux claires parasites du prix de l'eau. De plus, il faut renoncer à toute nouvelle taxe sur l'eau qui aura pour conséquence d'en augmenter inutilement le prix.

2. Augmenter l'offre d'équipements collectifs/publics

Les toilettes publiques sont notoirement insuffisantes en Région bruxelloise : un effort d'investissement ainsi que des budgets pour leur entretien doivent être consentis. Il est également envisageable de conclure des partenariats avec les institutions publiques et l'horeca afin de rendre leurs toilettes accessibles au public.

Il faut multiplier les fontaines tout en veillant à leur bonne répartition sur le territoire régional (pas de quartiers sans fontaines publiques d'eau), à ce qu'elles soient ouvertes toute l'année et à ce qu'elles soient prévues pour différents types d'usages (pas uniquement remplir une gourde en été).

Enfin, il faut maintenir tous les services de douches (publics et associatifs) existants et favoriser le développement de nouveaux services dans des structures existantes (salles de sport, piscines, établissements d'enseignement). Par ailleurs, il faut garantir

Recommandations politiques

l'existence de services gratuits et plafonner le prix demandé car les douches à 2,5 € sont sous-utilisées.

Il est nécessaire d'augmenter l'offre d'équipements publics (fontaines, toilettes, douches publiques) à Bruxelles en pensant l'offre à l'échelle de la Région plutôt que de manière segmentée par commune. D'autres villes européennes proposent des modèles inspirants (Paris, Nantes).

3. Mieux prendre en compte les difficultés rencontrées par les ménages

Lorsque des mesures en lien avec l'eau sont envisagées pour les ménages, il est indispensable de tenir compte du fait que plus de la moitié des ménages sont approvisionnés par un compteur collectif. Pour ceux-ci, les mesures d'aide sont souvent plus compliquées voire impossibles à mettre en œuvre.

Pour aider les ménages (équipés d'un compteur individuel) éprouvant des difficultés à payer leurs factures d'eau, il faut prévoir la possibilité de recevoir une facture intermédiaire mensuelle par voie postale ou électronique s'ils en font la demande à Vivaqua (sans devoir passer par la plateforme Doccle).

Enfin, nous recommandons de créer un service régional capable d'établir un diagnostic rapide et gratuit de l'infrastructure sanitaire d'un logement. Il aurait pour mission d'attester la présence d'une fuite dans un logement (ou dans un immeuble en cas de compteur collectif), de faire éventuellement de petites réparations et de désigner à qui incombe les réparations plus importantes pour les logements loués (au locataire ou au bailleur).

Liste de publications

Deligne, C. et al. (2020).

La vulnérabilité hydrique ou la nécessité de repenser une continuité entre le logement et l'espace public. Le Soir, 28/11/2020.

Bacquaert, P & Marziali V. (2020).

L'aridité des communs : visages de la vulnérabilité hydrique. Bruxelles en Mouvements, 304 (janvier-février).

Deligne, C. (2020).

Abondance de pluie, rareté de l'eau. Bruxelles en Mouvements, 304 (janvier-février).

May, X. et al. (2021).

Pourquoi ne pas en finir avec la tarification progressive de l'eau à Bruxelles. Brussels Studies [En ligne], Collection générale, n° 156, mis en ligne le 09 mai 2021.

May, X. et al. (2021).

Formes, facteurs et importance de la vulnérabilité hydrique dans une métropole européenne, Le cas de Bruxelles. EchoGéo, 57, EchoGéo [En ligne], 57 | 2021, mis en ligne le 15 octobre 2021.

May, X. et al. (soumis).

Le prix de l'eau à Bruxelles ne respecte pas le principe pollueur-payeur, soumis à Brussels Studies.

Bacquaert, P. et al. (à paraître 2022).

Vulnérabilité hydrique et compromis de coexistence à Bruxelles, Espaces et Sociétés, 186-187.

Bacquaert, P. (2022 sous presse).

Déserts et dégels des fontaines d'eau potable à Bruxelles. Cahiers de La Fonderie, 54.

Deligne, C. (2022, sous presse).

Le prix de l'eau, ça n'existe pas ! Cahiers de La Fonderie, 54.

Deligne, C. (2022, sous presse).

De l'eau dans la maison ? Pas si vite ! Cahiers de La Fonderie, 54.

Deligne, C. (2022, sous presse).

Les dessous de l'eau quotidienne à Bruxelles. Cahiers de La Fonderie, 54.

Bacquaert, P. & Richelle S. (2022).

Corps sales, ville sèche. (Création radiophonique, 3x25 minutes)

Le projet et l'équipe de recherche

Chloé Deline est chercheuse qualifiée du FNRS à l'ULB. Depuis de nombreuses années, au départ de sa formation d'historienne et de géographe, elle mène des projets de recherche interdisciplinaires sur toutes les facettes de l'eau à Bruxelles. Le projet HyPer a ainsi réuni un géographe (Jean-Michel Decroly), un économiste (Xavier May), des sociologues (Pierre Lannoy & Valentina Marziali) et une historienne (Pauline Bacquaert) pour se pencher sur les difficultés d'accès à l'eau d'hygiène à Bruxelles au début du 21e siècle. Un problème de santé publique sous-estimé et pourtant crucial.

Chloé Deline

Laboratoire interdisciplinaire en Études urbaines

Université Libre de Bruxelles
50, av. Roosevelt CP 133/01
1050 Bruxelles

chloe.deline@ulb.be

Clause de non-responsabilité

Cette recherche a été financée par Innoviris. Toutes les opinions, convictions et

recommandations exprimées dans ce document appartiennent entièrement à l'auteur. Innoviris ne peut en être tenu responsable.



Prospective
research

Grâce au programme Prospective Research, la Région de Bruxelles-Capitale souhaite financer des projets de recherche dans une double perspective : fournir une vision prospective régionale solide ; construire des solutions aux défis spécifiques auxquels elle sera confrontée dans les années à venir. Les solutions proposées par les projets financés doivent prendre en compte la complexité urbaine de Bruxelles ainsi que les objectifs de transition environnementale, sociale et économique de la Région. Le programme s'adresse aussi bien aux chercheurs en sciences humaines qu'aux chercheurs en sciences exactes ou appliquées.

***WE FUND
YOUR
FUTURE***